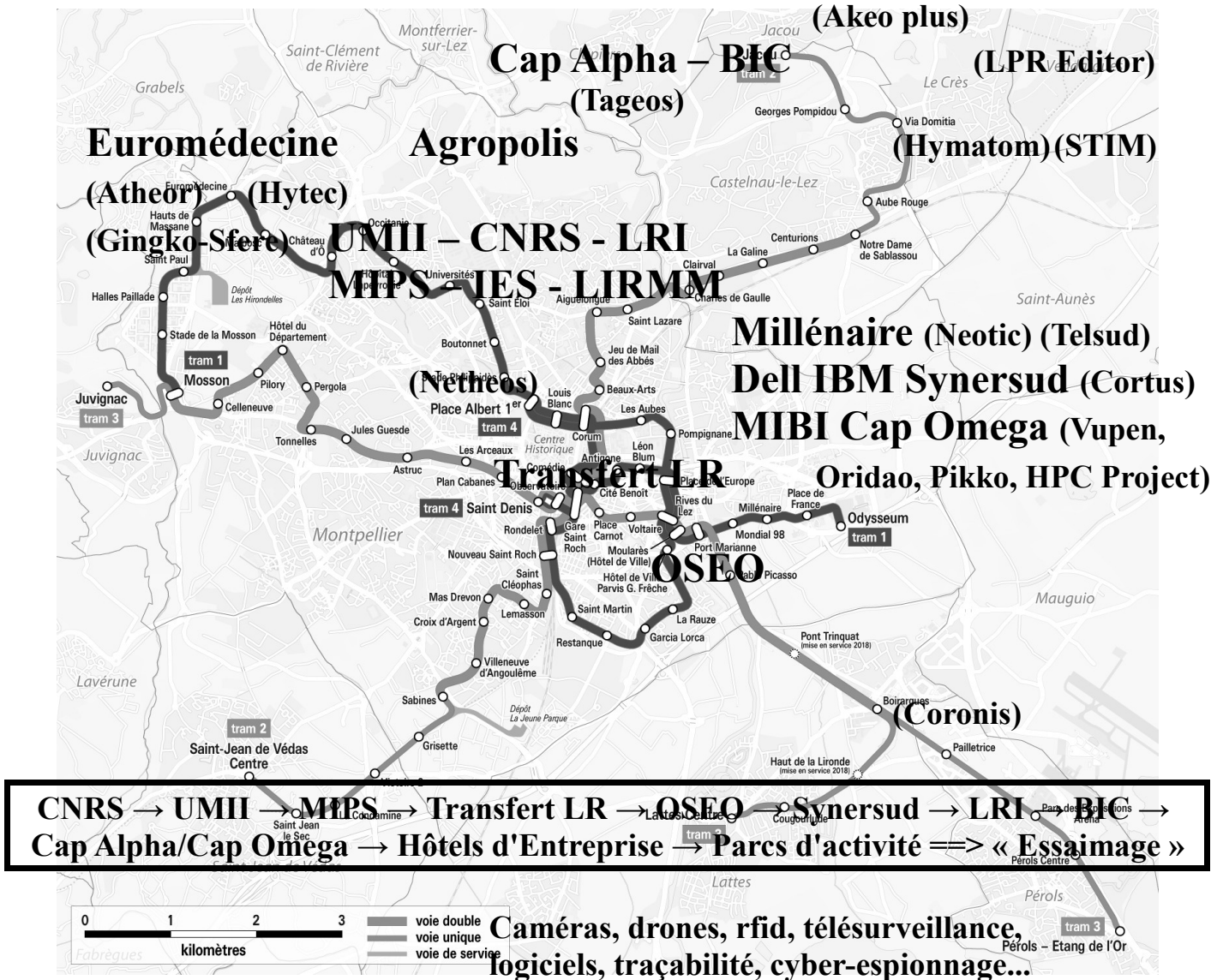


Montpellier, la ville qui aime la surveillance et le contrôle



Petit dictionnaire des entreprises liées au contrôle social implantées dans l'agglomération montpelliéraine et bien souvent aidées grandement par nos institutions locales.

ON n'arrête pas le progrès. Si bien qu'à l'heure de diffuser une énième fois nos recherches passées sur l'implantation des entreprises liées à la surveillance nous nous sommes aperçu qu'une réactualisation était bien nécessaire.

Nous ne nous arrêtons pas ici sur la logique économique globale de la ville, autour de la chimie et de la génétique (secteurs pharmaceutiques et agronomiques -Euromédecine, Agropolis-) qui dessinent une économie du cancer. Cette analyse aussi mérite une réactualisation que vous trouverez par ailleurs.

La politique urbaine ne va pas non plus être décrite dans le détail. On peut simplement se souvenir de ce que nous écrivions il y a quelques temps, à l'occasion du Printemps de la démocratie, en 2009 :

« Ainsi l'urbanisme est conçu pour attirer principalement des cadres, des ingénieurs et des touristes, sans parler d'une politique culturelle qui alterne entre élitisme (opéra, danse, musée) et le populisme bête prêché par la télé et les maisons de disques. Le centre-ville, grâce à l'opération Grand cœur, a été débarrassée des populations les plus gênantes, jeunes ou gitanes, qui avaient la mauvaise habitude d'aimer passer une grande partie de la nuit dehors, sur ces places qui *étaient* si sympathiques.

La liste des méfaits municipaux est longue : arrêtés anti-mendicité, anti-tag, anti-tracts, anti-nuisances sonores, anti-alcool, pavage et piétonnisation des rues, caméras, suppression de bancs publics et/ou transformation de ceux-ci pour y mettre des barres au milieu pour décourager les sales pauvres qui voudraient s'y allonger, réaménagement de la place de la Comédie (suppression du muret entourant la fontaine des trois grâces, installation d'un bar sur les marches de l'opéra) pour qu'on ne puisse plus s'arrêter sans consommer, même chose place Jean Jaurès (suppression du muret sur lequel s'asseyait auparavant la jeunesse de la ville) et suppression d'un banc sur deux place Candolle, fermeture d'un paquet de bars-concerts... N'oublions pas que les flics sont envoyés chaque fois que nécessaire pour faire régner l'ordre, la propreté et le silence. »

Pour actualiser ce constat, nous pouvons évoquer les dernières péripéties liées à la place du Peyrou, dernier lieu de rassemblement qui s'est retrouvé fermé la nuit. Lorsqu'un collectif a voulu y organiser débats et repas, la municipalité a carrément fermé trois jours durant la place pour que l'événement ne puisse pas avoir lieu...

Signalons enfin l'extension de la piétonnisation en direction du quartier Figuerolles, lequel va voir arriver prochainement le tramway et qui subit de plein fouet la politique Grand cœur : des dizaines d'immeubles sont en cours de réhabilitation avec les conséquences attendues d'embourgeoisement. Un collectif de squatters tente depuis quelques temps de s'y opposer...

Infos :

anti-repression-montpellier@riseup.net

montpellier@squat.net

www.montpellier.squat.net

2 parties à cette brochures :

Les dispositifs publics permettant le « transfert » de la recherche vers le secteur marchand
Les entreprises proprement dites

L'AIDE PUBLIQUE AUX ENTREPRISES TECHNOLOGIQUES : LA LOGIQUE D'« ESSAIMAGE »

« Il faut mettre en relation chercheurs, scientifiques et entrepreneurs, et associer à cette démarche les grandes entreprises présentes ici, comme IBM ou Dell. », affirmait dans la nouvelle mouture du journal municipal économique, Danièle Héryn, qui était alors prof à l'Université Montpellier II, chercheuse au Lirmm (Laboratoire d'informatique, de robotique et de micro-électronique de Montpellier) et qui sera plus tard, en 2008, désignée présidente de cette université (Eco-Info n°1, décembre 2005). Toute la logique économique locale était ainsi résumée en une phrase.

Quelques semaines plus tard le Schéma de cohérence territoriale (Scot) de l'agglomération était voté à l'unanimité. Ce document, qui trace les grandes lignes du développement de la ville jusqu'en 2020, a valu à son concepteur, Bernard Reichen, le Grand Prix de l'Urbanisme 2005, un trophée attribué par un jury international réuni à l'initiative du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer.

Le futur président de l'agglomération exulta, dans les mêmes pages, à l'occasion d'une fausse interview : « Le Scot équilibre et répartit l'offre foncière. Il a confirmé la localisation des parcs à vocation technologique près des centres de recherche et d'enseignement. (...) »

Quelles sont vos priorités à court terme ?

Offrir à chaque entreprise les conditions optimales pour s'implanter ! »

(Jean-Pierre Moure, vice-président de l'agglo, Eco-Infos no 3, mars-avril 2006)

IBM (1, rue de la vieille poste, 34000 Montpellier)

C'est en 1965 qu'IBM s'installe à Montpellier. Aujourd'hui un millier de salariés y travaillent, sur un site dont la vocation est de mettre à disposition d'immenses capacités de calcul pour tester des produits avant leur commercialisation (« Products Solutions and Support Center »), ainsi que l'hébergement des serveurs et équipements de communication (« Outsourcing ») qui permettent de gérer les transactions informatiques de plus d'une centaine d'entreprises (40 % du Cac40). L'endroit a même été rebaptisé « Green Data Center », en raison des économies d'énergies permises par les capteurs de température, d'hygrométrie et de pression... Imaginez une seconde les dégâts provoqués par une éventuelle destruction de l'endroit... Revenez sur terre : Un seul accès surveillé 24h/24, vidéosurveillance, accès biométrique... L'endroit est digne de Fort Chabrol. Et si cela ne suffit pas, un « dual site » a été construit dans le parc euromédecine : il faudrait donc détruire les deux !

Emblématique de la politique économique locale, l'entreprise s'est impliquée profondément dans la formation et la recherche. Par exemple, le pôle de compétitivité « Eau » a servi de prétexte à la création d'un centre de calcul pour modéliser les comportements pluvieux et la gestion de l'eau. D'autre part, l'entreprise a inauguré, fin 2010, un *Center for Advanced Studies*. « CAS France doit rapprocher le monde académique et IBM autour de la recherche pour faciliter les transferts de technologies en direction de l'industrie. L'action du centre inclura la collaboration autour de la recherche et du développement, l'encadrement de thèses, des enseignements assurés par IBM, des stages, et un programme ateliers/formation/certification. » Vous avez dit privatisation des universités ?

On pourrait ajouter un mot sur la politique de management à l'américayne appliquée aux salariés. L'entreprise a ainsi été condamnée pour avoir obligé des salariés à payer la moitié de leur prime de licenciement en échange de leur reclassement (remboursement et 1500 euros de dommages et intérêts), à reverser 3 millions d'euros au Comité d'entreprise à qui elle n'avait jamais rien versé, condamnée à 30000 euros pour discrimination sexiste ou à des requalifications en CDI de contrats précaires...

Dell (1, Rond-Point Benjamin Franklin, 34000 Montpellier)

Même si l'exemple est moins frappant, il paraissait important de citer l'un des autres gros employeurs de la ville, l'autre géant de l'informatique qui nous fait aussi bénéficiaire de ses compétences managériales (discrimination, harcèlement moral, licenciement d'un délégué syndical...). Certains en ont profité pour remettre en cause les aides publiques reçues par l'entreprise en échange de son installation (4 millions d'euros, une paille). Mais le site compte encore plus de 800 salariés alors qu'elle ne s'était engagée qu'à créer 500 emplois.

CNRS (1919, route de Mende, F-34293, Montpellier cedex 5)

Après avoir vu, d'un côté, les poids lourds industriels, citons en toute logique leurs alter-egos institutionnels, à commencer par le Centre National de la Recherche Scientifique. A Montpellier il est situé au croisement des chemins entre Agropolis, Euromédecine et la fac de science. La plupart des profs de fac sont également au CNRS, les laboratoires qui vont défiler par la suite dans cette brochures sont rattachés au CNRS et les patrons des entreprises en ont fait partie ou ont été formés par lui... Vous serez ravis d'apprendre que la directrice régionale de l'organisme, Ghislaine Gibello a exercé des responsabilités au sein de la Direction des Constructions Navales, en tant que « chef de projet pour des grands programmes comme les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins nouvelle génération ou le porte-avions Charles de Gaulle. ».

UMII (Place Eugène Bataillon, 34095 Montpellier cedex 5)

L'Université Montpellier II est celle dédiée aux « sciences et techniques ». Vous imaginez donc bien qu'elle participe elle aussi à un paquet de recherches dans les domaines qui nous préoccupent, avec la volonté de mettre sur le marché au plus vite toutes ces belles découvertes. Pour continuer notre plongée, sachez qu'à la même adresse nous trouvons le MIPS (pôle de formation et de recherche en Mathématiques, Informatique, Physique et Systèmes) ou Languedoc Roussillon Incubation (LRI)...

Transfert LR (L'Acropole 954, avenue Jean Mermoz, 34000 Montpellier)

Avant d'examiner les deux structures sus-citées, procédons par ordre et évoquons cette officine régionale créée en 2005 dont la mission est de « soutenir la compétitivité des entreprises par l'innovation et le transfert de technologie en Languedoc-Roussillon ». 5 domaines sont plus particulièrement définis : « Agronomie, Alimentation », « Environnement, Développement durable, Energie », « Santé, Biotechnologie, Médicaments, Bien-être », « Productique, Mécanique, Electronique » et « Informatique, Multimedia, TIC ». Ce sont dans ces deux derniers secteurs que nous trouverons les entreprises qui nous intéressent le plus, même si, concernant le contrôle, quelques mots seront à dire à propos de la traçabilité alimentaire ou des recherches qui tendent à « soigner » la dépression avec des camisoles chimiques ou des implants dans le cerveau qui peuvent servir à des applications plus larges.. En quoi consiste son boulot ? Il Mettre en relation les chercheurs avec les structures d'accompagnement à la création d'entreprises. C'est l'« essaimage » : Les saloperies créées en laboratoire se retrouvent en dehors. Les OGM, les bombes nucléaires, les nanotechnologies... Mais aussi les dernières découvertes en matière d'optique ou de robotique qui permettent de faire des caméras ultra performantes ou des robots permettant de survoler et de filmer des manifestations ou de les emmener dans les fonds sous-marins ou dans les zones irradiées...

OSEO (Arche Jacques Cœur, 222, place Ernest Granier, 34967 Montpellier Cedex 2)

Oséo est une société anonyme détenue par l'État (60 %) à travers un établissement public à caractère industriel et commercial. Elle a pour principal objectif de faciliter le financement des PME et des entreprises de taille intermédiaire, leur capacité d'innovation et de croissance ou de leadership international. Elle garantit, à la demande des banques, les prêts bancaires accordés à des entreprises déjà profitables et participe (par des aides ciblées ou des prêts) au financement de plusieurs milliers de projets ou d'investissement par an. La plupart des entreprises qui seront présentées par la suite sont ou ont été aidées par cette agence.

Réseau Synersud (Immeuble Le Phénix, Bat 9, Zone du Millénaire, 1350 avenue Albert Einstein, 34 000 Montpellier)

Synergies est le réseau qui fédère les structures d'accompagnement à la création et au développement d'entreprises innovantes en Languedoc-Roussillon. Parmi elles, il y a la structure régionale : LR-Incubation et la structure locale, le BIC (Business Innovation Center). Quel est l'intérêt de fédérer toutes ces structures ? Ce n'est pas, comme pour les chômeurs, histoire de traquer des fraudeurs qui profiteraient de toutes les aides. Oh non ! Il s'agit au contraire de les aider à profiter de toutes !

Languedoc-Roussillon Incubation (LRI) (Université Montpellier II, Place Eugène Bataillon, 34095 Montpellier Cedex 5)

Nous voilà revenus sur le site de la fac avec l'incubateur régional qui se donne pour mission de « promouvoir la création d'entreprises innovantes à partir des travaux de recherche des établissements d'enseignement supérieur et des organismes de recherche publique dans les technologies à fort potentiel de croissance. » Oui, c'est presque la même « mission » que pour Transfert LR, mais là, on entre dans le concret : « Ces projets sont soit issus de la recherche publique c'est-à-dire que la technologie développée dans le projet est issue d'un laboratoire public, soit liés à celle-ci c'est-à-dire que le projet d'un porteur indépendant nécessite une technologie provenant de la recherche publique, cette mise en relation étant réalisée par l'incubateur. »

Business Innovation Centre (BIC) (Cap Alpha, Avenue de l'Europe, 34830 Clapiers)

L'incubateur de l'agglomération montpelliéraine a été labellisé « meilleur incubateur mondial » par le National Business Incubateur Association à Seattle (États-Unis) en avril 2007. Un titre supplémentaire qui n'a pas arrangé leur mégalomanie. Son rôle consiste donc à « proposer au jeune chef d'entreprise un ensemble de services complet et cohérent : conseillers expérimentés, outils informatiques spécifiques, hébergement en pépinière, formations ciblées, insertion dans des réseaux utiles. »

C'est le BIC qui gère les « pépinières » que vous verrez plus loin, Cap Alpha et Cap Oméga. Une pépinière d'entreprise est un lieu qui offre des locaux hautes performances à ces jeunes entreprises. Elles sont spécialisées dans les nouvelles technologies. La plupart des entreprises que nous allons présenter y sont hébergées ou l'ont été.

Cap Alpha (Avenue de l'Europe, 34830 Clapiers)

Cap Alpha est la première pépinière d'entreprises de l'agglomération, créée à la fin des années 1980. C'est elle qui accueille le BIC et elle s'est spécialisé dans les « entreprises technologiques et santé », avant d'être requalifiée récemment « pépinière green-tech ». Vaste programme...

Cap Omega (Rond-point Benjamin Franklin, 34960 Montpellier Cedex 2)

La seconde pépinière quant à elle se veut spécialisée dans les technologies de l'information (TIC). En toute logique elle est située tout près de Dell et IBM dans le parc d'activités du Millénaire.

Les parcs d'activités et hôtels d'entreprises

On a déjà dit que ce n'était pas l'objet de cette brochure que d'évoquer les activités locales dans les secteurs des biotechnologies. Sachez seulement que la ville a donc aménagement différents parcs d'activités plus ou moins spécialisés, qu'il existe un parc Euromédecine dédié plutôt à la pharmacie et un parc Agropolis dédié à l'agronomie. Si ces deux parcs sont au nord de la ville près des facs, il y a aussi les parcs Eurêka et du Millénaire qui sont plutôt à l'Est, près de l'entrée de l'autoroute, de l'aéroport et d'Odysseum (le parc de loisirs). C'est de ce côté là que sont implantés IBM, Dell et la pépinière Cap Omega (Cap Alpha est située plutôt au nord). Les recherches en génétique et en chimie servent à ces deux secteurs, de même que les logiciels et robots peuvent s'appliquer à ces secteurs. Nous citerons quelques exemples pour montrer qu'ils ne s'en privent évidemment pas.

Si les parcs d'activités offrent déjà des facilités d'implantation aux entreprises, les hôtels d'entreprises offrent en plus des murs et divers services. Il ne s'agit plus de jeunes entreprises, il n'y a plus besoin de les conseiller pour trouver leurs financements, mais c'est à peu près la seule différence avec les pépinières. D'ailleurs, du côté d'Euromédecine ils ont monté un, puis deux puis trois hôtels qu'ils ont appelé Cap Gamma, Cap Delta et Cap Sigma. Le tout constitue le « Biopôle Euromédecine ». Au Sud, du côté du parc du Millénaire, nous avons un hôtel d'entreprises du Millénaire, lequel est là depuis suffisamment longtemps pour ne pas avoir hérité d'un surnom, à la différence du MIBI (Montpellier International Business Incubator), lequel vient d'être inauguré avec l'ambition d'accueillir des entreprises réalisant plus d'un tiers de leur chiffre d'affaire à l'exportation.

MIPS (Université Montpellier 2, Place Eugène Bataillon, 34095 Montpellier Cedex 5)

Revenons aux organismes de recherche d'où tout part. Dans le secteur qui nous intéresse, ils sont chapeautés par le « pôle de formation et de recherche en mathématiques, informatique, physique et systèmes », lui-même fédérant plusieurs laboratoires dont l'IES (Institut d'Electronique du Sud) et le LIRMM. Le MIPS représente un millier de personnes dont près de 500 chercheurs. C'est cette structure qui administre plusieurs « Grands Plateaux Techniques pour la Recherche ». Citons-en quelques-uns pour s'approcher de plus près des domaines de recherche poursuivis à Montpellier.

L'ATGC (Plateforme bioinformatique de génomique évolutive, comparative et fonctionnelle) a simplement son nom pour donner une idée de ce qu'elle fait. Quand on sait qu'elle est portée par le LIRMM, on comprend qu'il s'agit de modéliser informatiquement la vie biologique, avec les liens qu'on imagine avec les secteurs de la médecine et de l'agronomie.

HERMES (Hyperfréquence : Expertise, Recherche et MESures) est porté pour sa part par l'IES. Il affiche clairement que sa vocation est « d'encourager le transfert de technologie direct entre un laboratoire de recherche et des PME régionales et nationales. » Elle se positionne sur la conception et l'étude de « systèmes hautes fréquences (Antennes, RFID, Radars) aussi bien en modélisation qu'en mesure et caractérisation. »

Peut-on imaginer plus inquiétant ? C'est possible, avec la plateforme R2LR (Robotique LIRMM Languedoc-Roussillon), qui se fait en collaboration avec Eca Hytec entreprise dont vous découvrirez les merveilleux produits plus loin : des robots équipés de caméras prévus pour les militaires, l'offshore pétrolier ou le nucléaire...

SECNUM pour sa part se défend bien puisque ce joli nom signifie « Sécurité numérique ». « L'objectif est de proposer une plateforme ouverte pour étudier, évaluer et accompagner les académiques et industriels (sous certaines conditions) vers la conception de circuits et systèmes embarqués robustes vis-à-vis de contraintes sécuritaires, notamment les attaques matérielles. » L'IES et le LIRMM en font partie, de même que le laboratoire I3M spécialisé dans les mathématiques. Netheos et Oridao sont cités parmi les entreprises parties prenantes du projet...

Les pôles de compétitivité SCS et OPTITEC

Un mot pour évoquer deux pôles de compétitivités dans lesquels sont impliqués les laboratoires locaux. SCS signifie « Solutions communicantes sécurisées » et ce pôle se donne comme ambition de « devenir l'acteur incontournable et reconnu dans le domaine des solutions communicantes sécurisées en couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur des métiers des TIC, du Silicium aux Usages : Microélectronique, Télécommunications, Logiciels et Multimédia. » Les domaines d'application sont éloquents : Traçabilité, Connectivité, Identité, Mobilité et de manière transversale la Sécurité.

OPTITEC « est historiquement positionné sur les systèmes complexes d'optique et d'imagerie, et ce plus spécifiquement en milieux hostiles : Optique environnement, optique santé et optique système (Spatial, aéronautique, défense, sécurité, process industriel) ». On comprendra vite qu'il ne s'agit pas forcément de rendre la vue aux aveugles et que c'est dans ce pôle de compétitivité que se retrouveront les fabricants de caméras.

IES (Université Montpellier 2, Place Eugène Bataillon, 34095 Montpellier CEDEX 5)

Le site internet de l'Institut d'Électronique du Sud nous explique : « De par ses compétences et ses savoir-faire en termes de composants et systèmes dans les domaines de l'électronique, de la micro-électronique, de la photonique, de l'énergie, de la thermique et de l'acoustique, l'IES est à même d'apporter les solutions scientifiques et technologiques pour l'observation, la mesure et l'analyse des phénomènes physiques qui nous entourent et participer ainsi à la résolution des enjeux sociétaux de ce début de XXIème siècle (énergie, eau, alimentation, santé, urbanisme, sécurité, évolution climatique, pollution etc ...). » Que dire de plus ?

LIRMM (161 rue Ada, 34095 Montpellier Cedex 5)

Le Laboratoire d'Informatique, de Robotique et de Micro-électronique de Montpellier rassemble plus de 350 personnes, dont 160 enseignant-chercheurs et chercheurs, 150 doctorants et 40 personnels ingénieurs et techniciens. C'est peut-être le laboratoire le plus impliqué dans les applications de surveillance qui nous préoccupent. Les trois termes « informatique », « micro-électronique » et « robotique » définissent trois secteurs bien délimités dont pas un n'est là pour rattraper les autres : « Les membres du département informatique collaborent avec plus de 50 entreprises, des PME/PMI régionales ainsi que des grandes entreprises nationales ou internationales telles que EDF, France Télécom/Orange, Google, IBM, Microsoft Research ou STMicroelectronics pour ne citer que les plus prestigieuses. » Tous les domaines sont concernés par l'informatique, avec les collaborations qui vont avec : Sciences du vivant et de l'environnement (CNRS, INRA, INSERM, CIRAD, IRD, CEMAGREF), Chimie (ENSC), Sciences documentaires (ABES, INA), Sciences humaines et sociales (FMSH, CREA), Domaine de l'armement (DGA) et de l'énergie (CEA).

« Le département Micro-électronique joue un rôle très actif dans la communauté nationale et internationale : Travaux réalisés depuis de nombreuses années en collaboration avec de grands groupes industriels et grands organismes de recherche, (...) Création d'entreprises : Cortus, Menta, Netheos, Satin-IP, Oridao, lauréats du Concours national d'aide à la création de technologies innovantes (OSEO), Membre du pôle de compétitivité « Solutions Communicantes Sécurisées » (SCS), (...) ».

Enfin, en troisième lieu, « les collaborations académiques et industrielles (nationales et internationales) du département robotique sont nombreuses et de qualité. Elles contribuent au rayonnement de ses activités à travers le monde. » On les croit : ils citent notamment la société neuromedics, dont une antenne est située à Claret et qui fabrique des implants neuronaux.

Un tiers des entreprises portées par Languedoc-Roussillon Incubation a été accompagné par des chercheurs du LIRMM. Ce n'est pas surprenant, vu que la moitié des entreprises accompagnées par le BIC sont dans le secteur des TIC, tandis qu'on en compte 18% dans le secteur des sciences de l'ingénieur, 17% dans les sciences et technologies du vivant et 15% dans le secteur « agro & environnement ». D'après l'étude commandée par l'agglomération en 2012, « Les TIC seraient encore plus représentées, au détriment des autres secteurs, si le critère de classement était la technologie (ex : un éditeur de logiciels pour le diagnostic du cancer sera classé dans la rubrique "santé") ». Voyons donc, en seconde partie, quelques-unes de ces entreprises et quelques autres qui ont toute leur place dans ce dictionnaire.

DICTIONNAIRE DES ENTREPRISES MONTPELLIÉRAINES IMPLIQUÉES DANS LA SURVEILLANCE ET LE CONTRÔLE

Ce dictionnaire vous livre en vrac diverses entreprises qui nous paraissent importantes. Il ne s'agit pas d'énumérer les 46 réponses données par les Pages Jaunes dans la catégorie « Entreprises de surveillance, de gardiennage, de protection à Montpellier (34) », mais au contraire de livrer à la publicité des leaders à la pointe technologiquement ou leaders sur leur secteur, qui ne se montrent pas forcément dans l'annuaire (certaines n'apparaissent que succinctement, car elle n'ont pas de site internet : elles sont simplement citées – balancées – par les laboratoires avec lesquels elles collaborent).

VUPEN (Cap Omega)

Commençons par une entreprise emblématique, hébergée dans la pépinière Cap Omega, qui a été ciblée tout récemment par le site internet owni.fr, en partenariat avec wikileaks, c'est-à-dire les gens qui depuis quelques temps rendent publics quelques documents gardés secrets par les Etats-Unis. En l'occurrence il s'agit d'une « Carte d'un monde d'espions »¹ Y sont recensées « les activités et les technologies des sociétés – souvent proches des services de renseignement et des institutions militaires – à l'origine de ce nouveau marché de l'interception massive. Pour une part très significative, ces industriels discrets sont implantés dans des démocraties occidentales. Ils fournissent en matériels d'écoutes et d'interception de masse leur propre gouvernement mais aussi de nombreuses dictatures.

Ces matériels appartiennent à cinq grandes catégories : les systèmes de surveillance d'Internet (*Internet monitoring*), les outils de pénétration ou chevaux de Troie (*Trojan*), les systèmes d'écoutes téléphoniques (*Phone monitoring*), les outils de captation et d'analyse de la voix (*Speech analysis*), les systèmes d'interception des SMS (*SMS monitoring*) et les outils de géolocalisation (*GPS Tracking*). ».

8 entreprises y sont localisées en France, dont une à Montpellier : Vupen, classée dans la catégorie « outils de pénétration ou chevaux de Troie », c'est la seule du genre en France.

Qu'entend-on par là ? Tout simplement la capacité d'entrer dans votre ordinateur, d'en lire le contenu, d'y poser des logiciels d'espionnage voire d'en prendre le contrôle. Dernièrement l'entreprise a fait sensation en « cassant » les protections du système de navigation Google Chrome. D'après Owni, « ces systèmes espions ont ceci de particulier par rapport à ceux utilisés par les pirates informatiques qu'ils ne seraient pas repérés par la “majeure partie” des éditeurs d'antivirus et autres solutions de sécurité informatique. »

Les autorités montpelliéraines demandent-elles à Vupen de ne pas vendre leurs compétences à des dictatures en échange de leur hébergement ? Il y a peu de chances. Dernièrement le site révélait que l'entreprise Amesys avait vendu des systèmes d'interception massive d'Internet à la Lybie de Kadhafi. Qu'en est-il de Vupen ? Mystère. Mais il est évident que si l'entreprise propose de tester à ses clients leur propre système de sécurité, elle peut aussi s'introduire dans les systèmes des autres. Les autorités s'en priveraient-elles ? Une municipalité comme Montpellier pourrait-elle en bénéficier ? Rien n'interdit de le penser...

HPC project (Cap Omega)

Restons pour un moment dans la pépinière technologique Cap Omega. HPC Project est une autre nouveauté qui n'existait pas lors de nos précédentes recherches. Le site de l'entreprise est entièrement en anglais, ce qui n'est pas notre fort, mais l'image d'accueil, exhibant un magnifique char d'assaut, nous met sur la piste. Il s'agit de simulations virtuelles destinées à des applications militaires et de sécurité. Les jeux vidéos qui inondent les marchés de Noël existent aussi en version « sérieuse »...

1 <http://owni.fr/2011/12/01/spy-files-wikileaks/>

Pikko (Cap Omega)

Ici les informaticiens nous proposent encore une autre application : « VisionLink Explorer® est un composant logiciel spécialisé sur la visualisation d'information relationnelle. Il permet d'explorer des masses d'informations de toute nature en explorant leurs associations. »

Ça a l'air de rien comme ça, mais en voyant le thème de leur intervention lors du colloque « L'intelligence économique face aux risques sociétaux, sectaires et militants », on comprend mieux : « La cartographie au service de l'analyse des réseaux sociaux. Exemple commenté : l'activisme sur Facebook : Frédéric Datchary, Associé société Pikko Software - Commandant Christophe Jouniaux, Responsable de la section Enquêtes / Veille Internet de la Sous-Direction de l'Information Générale au Ministère de l'Intérieur »² Les usages policiers de ces techniques sont évidents. Nous ne faisons pas autre chose, avec nos maigres moyens, avec cette brochure. Allez donc voir sur leur site comment ils peuvent visualiser les amitiés et les relations des uns et des autres super facilement...

Cortus (Cap Omega)

Cortus ne travaille pas spécifiquement dans le secteur de la sécurité, puisqu'il s'agit de processeurs, que l'on retrouve dans tout type de puce impliquée dans de l'électronique embarquée. Cependant les marchés ciblés par l'entreprise sont clairs : téléphonie, produits électroniques grand public, sécurité, automobile, lecteurs de cartes à puce... Bien sûr, certains diront que l'automobile n'est pas nuisible, que la téléphonie n'a rien à voir avec la surveillance et que les lecteurs de cartes à puce sont bien pratiques pour éviter de faire la queue au guichet des banques... Nous ne croyons pas qu'ils soient arrivés jusqu'à ce point de la brochure.

Oridao (Cap Oméga)

Pour ne pas changer, Oridao est active dans les domaines de la sécurité numérique et de la traçabilité RFID. Ces puces qui émettent des informations à distance (comme celles des cartes TAM) sont utilisées aussi par les industriels qui veulent pour chaque produit son suivi, son origine et ses conditions d'exploitation. « Les solutions sécurisées Oridao permettent une simplicité de déploiement et d'opération sans précédent pour des applications de maintenance terrain, de suivi logistique et de lutte contre la contrefaçon. » C'est eux qui le disent.

Des citoyens indésirables

Arrêtés anti-mendicité et nouvel hygiénisme urbain

Pascal Nicolas- Le Strat, Maître de conférences de science politique, IS CRA, Montpellier, 1996.

« Il est à craindre que les arrêtés anti-mendicité soient l'aboutissement logique et "naturel" des orientations urbaines défendues par les nouvelles métropoles régionales. On ne peut pas impunément, pendant des années, fonder le développement de la ville uniquement sur des critères de performance, de réussite commerciale et d'attractivité touristique sans que cette logique ne finisse par imposer sa loi.

Ce type d'arrêté s'inscrit bien dans une continuité politique. Il est cohérent avec la décision des municipalités de livrer le centre-ville à l'affairisme commercial (les fameuses zones piétonnes), comme il est cohérent avec sa politique de communication. Les pouvoirs locaux prétendent que "leurs" villes sont devenues des territoires exemplaires de la réussite et de l'excellence, du "beau" et du "propre", et l'arrogance de ce discours finit par dénaturer toute leur vision politique. C'est cette même arrogance qui s'exprime dans l'arrêté anti-mendicité : il s'agit d'exclure les plus démunis et les moins performants, ceux qui ne répondent pas à l'idéal du "beau" et du "propre" que promeuvent les métropoles régionales. »

NeoTIC (Cap Omega)

Finissons-en (seulement dans le cadre de cette brochure malheureusement) avec Cap Omega. Nous avons là un « éditeur de progiciels de gestion de la traçabilité et du management des production agricoles, *via* des plate-formes d'échange d'informations et de travail collaboratif ». Si vous ne voyez pas la complémentarité avec Oridao, c'est bien dommage.

LPR Editor (275 route de Nîmes, 34670 Baillargues)

En transition, nous pouvons citer cette entreprise qui fut elle aussi en son temps hébergée. En l'occurrence, il s'agit de lecture automatique de plaques d'immatriculation de véhicules. Une fois de plus, sans commentaire.

Tageos (Cap Alpha)

Pour en citer une hébergée par l'autre pépinière, nous avons Tageos. Elle a dû se tromper, puisqu'elle n'est pas dans le secteur des biotechnologies. En effet, elle est spécialisée dans la conception et la fabrication en grands volumes d'étiquettes RFID passives UHF (860 à 960 MHz). L'entreprise se vante d'avoir les coûts de production les plus bas du marché. Peut-être. En tout cas elle n'est pas seule sur ce secteur par chez nous.

Coronis Systems (Espace Concorde Bât. B 120, impasse Jean Baptiste Say 34470 Pérols)

Nous sommes toujours dans les domaines de la RFID, mais dans une autre dimension : les puces émettent des informations jusqu'à une antenne qui les transmet jusqu'à un central. L'entreprise propose notamment des technologies pour relever à distance les compteurs d'eau ou d'électricité mais les applications sont nombreuses : « du relevé des données, du relevé automatisé de compteurs, de la domotique, de l'alarme, de la sécurité des personnes et des biens, de la médecine à domicile, du contrôle industriel, du contrôle centralisé des bâtiments, du transport, de la chaîne du froid alimentaire, des objets communicants, etc... »

Atheor SAS (104 rue de la Galéra 34090 Montpellier)

Si les puces RFID ne sont pas votre truc, d'autres techniques existent : « Athéor apporte aux industries de l'emballage Cosmétiques, Pharmaceutiques et Agroalimentaires, des moyens de Traçabilité réglementaires, de production et de lutte contre les marchés parallèles et la contre façon. » Mais cette fois-ci il s'agit de marquage du verre sous l'action d'un rayonnement électromagnétique, associé à un lecteur optique pour lire l'information.

Gingko-Sfere (170 Rue Michel Teule, 34080 Montpellier)

Plus originale, cette entreprise développe et commercialise une technique d'authentification, de traçabilité et de marquage anti-contrefaçon « naturelle, infalsifiable et brevetée ». Un mélange unique d'extraits végétaux constitue un code moléculaire unique, inodore, et incolore qui s'applique à toute surface et à tout objet : « c'est l'empreinte végétale de votre marque !! » Le marquage peut être réalisé sous forme de dépôt par jet, impression, ou injection d'un vernis, d'une colle ou encre sur l'objet ou surface à marquer et sous forme de trait, de point ou figure spécifique. Cette technologie peut être détectable à l'aide d'un simple lecteur portatif ou grâce au décryptage complet du code barre moléculaire.

Netheos (300, rue Auguste Broussonnet, 34090 Montpellier)

Changeons un peu de sujet. Netheos est une société française répondant aux besoins de sûreté et de confidentialité des transactions et données numériques. Elle prétend ainsi permettre des achats sur Internet sans risque de se faire pirater. Elle bosse donc pour les gens qui ont de l'argent à se faire voler... « En tant qu'éditeur de logiciels et société d'ingénierie centré sur la protection contre la fraude Internet, Netheos offre à ses clients des solutions innovantes et pérennes pour assurer la sécurité de leurs données et services numériques (portail web, transaction électronique, accès distant, etc.). »

Neuromédics (Bat. 1 chemin du Farjou 34270 Claret)

Cette entreprise citée parmi les collaborateurs du Lirimm possède un homonyme (une autre, une filiale, la maison mère ?) domiciliée dans les Alpes Maritimes. Laquelle fabrique des d'implants neuronaux, c'est-à-dire des puces à mettre dans le cerveau ? L'entreprise est citée pour mettre en application une expérience dont le but était de « tromper le cerveau des cochons pour freiner leur appétit insatiable » Beau projet que la lutte contre l'obésité. Mais ces techniques d'implants neuronaux ouvrent la voie à ce que Pièce et Main d'Oeuvre appelle la « société de contrainte ». Il semble en effet tout aussi possible de tromper le cerveau pour détourner son esprit critique, son mécontentement, etc... Un laboratoire en ce sens a ouvert récemment à Grenoble, Clinatec.³

Adamentium (130 chemin de Bernis - Bât B 30820 Caveirac)

Certes, nous ne sommes plus vraiment du côté de Montpellier, mais nous avons choisi de faire une exception car Adamentium provient de la logique d'essaimage locale. C'est donc les compétences du Lirimm qui se retrouvent dans cette entreprise qui propose des logiciels de contrôle parental d'internet. Pourquoi en parler pour si peu, alors ? Justement, parfois des techniques anodines ont des conséquences plutôt désagréables (par exemples les implants neuronaux qui peuvent refaire marcher un handicapé et qui peuvent annihiler tout mécontentement dans la population). Dans ce cas, la technique employée, fondée sur l'analyse automatique de la page (et non pas une liste régulièrement mise à jour de sites interdits), permet de mystérieuses applications qui font que l'on retrouve l'entreprise sur le site, « portail de l'armement », dans la catégorie « industrie de défense »⁴...

ECA Hytec (501, rue de la Croix de Lavit - 34197 Montpellier cedex 5)

La transition est toute trouvée vers le domaine militaire, même si cette entreprise propose aussi ses services pour des usages de sécurité. On parle ici de robots capables d'évoluer en milieu sous-marin, dans des canalisations, dans des environnements nucléaires et autres sites industriels sensibles.

L'entreprise est notamment spécialisée dans la surveillance des « environnements à risque explosif », avec des caméras TV à focale fixe et vision grand angle, caméras TV avec zoom et vision panoramique, porteurs électriques, éclairages, régies de contrôle. Les clients : Plateformes pétrolières offshore, Raffineries et usines pétrochimiques, Dépôts d'hydrocarbure, Silos à grains. Nucléaire, pétrochimie... On se demande pourquoi l'entreprise a des bureaux en Chine et en Iran...

Akeo plus (265 Avenue de l'Industrie 34820 Teyran)

Encore une entreprise bien particulière, qui nous propose entre autres joyeusetés « une technologie générique de contrôle du drone par fusion de capteur vision 3D et central inertielle sur des électroniques temps réel embarquées pour piloter de manière précise des drones pour l'ensemble des applications de surveillance. » Formidable !

STIM (Ecoparc Saint Aunes 329 rue de la garriguette 34130 St Aunes)

On arrive petit à petit au domaine de la surveillance du grand public. Stim, créée en 1986, fut la première entreprise à proposer un traitement numérique des images transmises par les caméras. C'est donc un acteur crucial situé entre la caméra et l'écran scruté par le vigile.

Telsud (451, rue Louis Lépine, Le Millénaire, 34000 Montpellier)

Nous sommes ici avec ce fameux vigile, puisque Telsud est un espace de visionnage des caméras 24h sur 24. Créée en 1990 à l'initiative de la municipalité de Montpellier, l'entreprise surveille plus de 9000 sites. La clientèle est d'après eux « variée ». A vous de juger :banques, collectivités, grande distribution, PME-PMI, concessionnaires automobiles, bijoutiers, transporteurs, stations services, chaînes de restauration, laboratoires et particuliers haut de gamme.

Pas grand chose à sauver là dedans d'après nous...

3 <http://www.nanomonde.org/IMG/pdf/Clinatec.pdf>

4 <http://www.ixarm.com/Fiche-industrie-de-SAS-Adamentium>

Hymatom (175 rue de Massacan 34 740 Vendargues)

« Créée en 1986, la SA Hymatom conçoit et fabrique des systèmes de vidéo-surveillance et de vidéo sécurité numériques, communiquant sur des réseaux IP de type intranet ou Internet.

La gamme Hymatom comprend essentiellement les produits et logiciels suivants :

- Encodeurs et décodeurs vidéo multiprotocoles MPEG4 sur réseau IP.
- Serveurs vidéos IP pour transmission et enregistrement de flux vidéos
- Logiciels de gestion et de supervision de vidéo surveillance et vidéo sécurité.
- Barrières infrarouges pour la détection et le tracking d'intrusion extérieure.
- Détecteur volumétriques à infrarouge passif.
- Caméras IP de vidéo surveillance couleur ou noir et blanc zérolux.
- Caméras IP de vidéo sécurité fixes ou motorisées sous dôme. »



Si ces dernières étaient les célébrités de l'entreprise il n'y a pas si longtemps (ce sont elles que l'on peut voir un peu partout à Montpellier), les « barrières infrarouges pour la détection et le tracking d'intrusion extérieure » semble être la dernière nouveauté nec plus ultra. S'appliquant aux sites étendus (bases militaires, grands sites industriels, éventuelles « zones rouges »...) cette technique balaye un espace entre deux bornes distantes jusqu'à 200 mètres l'une de l'autre.

La liste des clients de l'entreprise est, au même titre que tous ceux qui sont cités auparavant, à ranger dans la liste « à détruire » :

Sites photovoltaïques : Solaire Direct, Suez, SIDEC, Poweo

Sécurité publique : Aéroports, 8 aéroports internationaux : "ONDA" (Marrakech, Casablanca, Rabat, Agadir), Hôpital G. Pompidou, Parc Expo le Bourget, 80 villes : Amiens, Antibes, Montpellier, Orléans, Levallois, Drancy...

Sites sensibles : Air France, Armée de l'Air, Armée de terre, C.E.A, G.I.A.T., Marine, O.N.U. (A.I.E.A.)

Industries : Alcatel Espace, Bayer, E.A.D.S., E.D.F., Sony, Thomson, Total, Valéo...

Services : Crédit Agricole, Caisse d'Épargne, La Redoute, La Grande Arche de la Défense, Norbert d'Entressange, Caisse de dépôt et de gestion, Centre de tri G&D, BMCE, CIM, BNCI

Police / Justice : Gendarmerie, Ministère de l'intérieur, Prisons, Systèmes fixes et embarqués...

Musées / Loisirs : Cité de l'Espace, Parc Astérix

Stades : Lyon, Marseille, Monaco, Nantes, Bordeaux, Lens...

Grandes distributions : Auchan, Espace Expansion, Leclerc...

Transport : D.D.E., Ports, R.A.T.P., S.N.C.F., Export.

Algérie : Sonatrach (énergie), Tunisie : port de Radès, Côte d'Ivoire : Sites Industriel, Saint-Martin et Polynésie Française : sites militaires...

Maroc : Mosquée Hassan II, JLEC, OCP, Banque : Attijari Wafa Bank, Bank al Maghrib...

N'hésitez pas non plus à jeter un œil sur la carte des caméras en ville, même si elle ne remplacera jamais un bon vieux repérage à l'œil nu :

<http://www.montpellier-journal.fr/2009/01/la-carte-des-cameras-de-videosurveillance.html>